

L'accord de paix entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie court le risque de mourir dans l'œuf

Nima Khorrami | 31 octobre 2025 | ARTICLES | 



Ce texte est une traduction de l'article « [How the Peace Deal Between Azerbaijan and Armenia Could Die in the Cradle](#) », publié le 3 septembre 2025 sur War on the Rocks.

Depuis longtemps, le Caucase du Sud est une ligne de fracture géopolitique entre la Russie, l'Iran et la Turquie, accentuée par des décennies de confrontations et de conflits, non seulement entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, mais également entre la Russie et la Géorgie, qui se sont opposés militairement lors d'[une guerre](#) en 2008. La [dépendance historique](#) de l'Arménie envers la Russie autour d'enjeux de sécurité et de commerce a été remise en cause par la [position ambivalente](#) de Moscou durant la deuxième guerre du Haut-Karabakh en 2020, la prise de contrôle ultérieure de la région par l'Azerbaïdjan en 2023, ainsi que les perturbations des voies d'approvisionnement vitales reliant l'Iran et la Géorgie. À leur tour, ces événements ont [poussé](#) Erevan en direction de l'Occident, aboutissant à la signature d'un mémorandum avec Bakou, [facilitée par les États-Unis](#) le 8 août 2025.

Conçu dans le cadre d'une route commerciale plus importante reliant l'Asie centrale à l'Europe, le pilier central de l'accord est un passage de 43 km de long, baptisé « Corridor Trump pour la paix et la prospérité internationales », qui atteint l'exclave de Nakhchivan en Azerbaïdjan en passant par l'Arménie et qui sera administré conjointement par cette dernière et les États-Unis. Néanmoins, tandis que l'accord est déjà salué à Washington comme une avancée majeure, son succès repose essentiellement sur la capacité d'Erevan à surmonter d'importantes divisions politiques internes, une défiance envers les institutions, ainsi que des obstacles constitutionnels susceptibles de faire échouer la conclusion d'un traité de paix définitif. Tous ces éléments pourraient ainsi mettre en péril l'accord avant-même qu'il ne soit mis en place.

Toutefois, si le traité aboutit, les avantages seront considérables. En effet, il pourrait rapprocher le Caucase du Sud de l'Occident

en réduisant l'influence russe, en établissant de nouvelles routes commerciales et en renforçant l'engagement (et donc le poids) occidental dans la région – tout cela sans recourir à une intervention militaire. Toutefois, cela n'aboutira que si l'Arménie parvient à surmonter ses troubles politiques internes et à mener à bien sa réforme constitutionnelle au risque que le processus ne s'effondre.

Au regard de la situation actuelle, l'accord est relativement moins avantageux pour l'Arménie que pour l'Azerbaïdjan. L'asymétrie entre ces deux États, pourrait ainsi nourrir le ressentiment au sein du premier, dominer ses prochaines élections (prévues pour juin 2026, *ndlr*) et exposer le Premier ministre arménien Nikol Pachinyan à des accusations de faiblesse dans le contexte de la rivalité azerbaïdjano-arménienne. Les décideurs politiques à Washington et Bruxelles doivent donc agrémenter leur soutien diplomatique pour l'Arménie d'incitations concrètes, notamment en soutenant directement son économie et en s'engageant visiblement pour sa souveraineté. Sans ces mesures d'équilibre, le mémorandum risque d'être considéré au niveau national comme une concession forcée, ce qui affaiblirait le gouvernement arménien et rendrait sa ratification politiquement difficile.

Le contexte géopolitique et les enjeux pour l'Arménie

Le rééquilibrage géopolitique entrepris par l'Arménie a été motivé par une convergence de bouleversements régionaux. Historiquement encerclée par des frontières fermées avec la Turquie et l'Azerbaïdjan, dépendante de la protection russe et assujettie économiquement à des voies de circulation contrôlées par Moscou, l'Arménie fait aujourd'hui face à de nouveaux défis. La guerre du Haut-Karabakh en 2020 et les avancées consécutives de l'Azerbaïdjan ont mis en évidence le manque de fiabilité de la Russie en tant que garant régional, incitant à un rapprochement prudent avec les partenaires occidentaux, dont l'Union européenne (UE). La coopération avec la mission d'observation de l'UE et les discussions au sujet d'une adhésion à l'Union ont révélé une volonté d'accéder aux marchés, aux investissements et aux infrastructures occidentaux tout en réduisant la dépendance aux routes contrôlées par la Russie, de sorte à faire de l'Arménie un pont reliant l'Est et l'Ouest.

Ce revirement a été accéléré par les profondes perturbations commerciales qui se sont enchaînées depuis mai 2025. Le conflit israélo-iranien a coupé la ligne de ravitaillement de l'Arménie depuis la ville de Bandar Abbas, interrompant jusqu'à un tiers de ses importations. La Géorgie, seule autre voie de transit non hostile à Erevan, est devenue de plus en plus imprévisible, avec des contrôles douaniers soudains et des restrictions sur les importations clés, probablement sous pression russe. De son côté, Moscou a contré le rapprochement de l'Arménie avec l'Occident en finançant des acteurs politiques pro-russes avant les élections de 2026, en exploitant les dépendances économiques locales par des restrictions commerciales sélectives et en tirant parti du mécontentement de la population pour saper l'orientation politique de Pachinyan.

Une promesse de bénéfices commerciaux et stratégiques si la situation politique reste stable

Dans ce contexte, le mémorandum négocié par les États-Unis pourrait redéfinir les rapports de force en réduisant les emprises russe et iranienne, en intégrant progressivement l'Azerbaïdjan dans les réseaux économiques occidentaux et en étendant l'influence stratégique de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), malgré l'existence d'un risque de tensions au sein de l'Alliance au sujet d'un éventuel renforcement du rôle de la Turquie qu'il ne faudrait pas négliger. Pour Washington, l'enjeu consiste à supplanter la Russie en tant que puissance dominante en Arménie et à renforcer le corridor médian pour en faire l'artère commerciale eurasiatique incontournable.

De plus, à travers la diversification des routes commerciales de l'Arménie et l'apport d'investissements occidentaux dans les infrastructures nationales, le mémorandum pourrait également ouvrir des perspectives économiques sans précédent. La sécurité énergétique européenne pourrait aussi s'en trouver renforcée, même si cela risque en parallèle d'accentuer la dépendance de l'UE vis-à-vis des États-Unis, une tendance que Bruxelles cherche à réduire plutôt qu'à approfondir.

Néanmoins, la réalisation de ces promesses de bénéfices stratégiques et économiques dépend fortement de la stabilité politique intérieure. Des interférences russes ou iraniennes demeurent des menaces potentielles non négligeables, elles pourraient perturber la logistique et saper la confiance des investisseurs. Surtout, la mise en œuvre du projet pourrait être retardée voire compromise par une opposition interne à ce qui serait perçu comme des concessions envers l'Azerbaïdjan. Les engagements des partenaires extérieurs en faveur de la connectivité régionale ne seront guère crédibles s'ils ne s'accompagnent pas de mesures significatives visant à stabiliser la situation politique intérieure de l'Arménie et à garantir qu'Erevan tire des avantages tangibles du plan proposé, sur un pied d'égalité avec Bakou.

Ce point est crucial pour plusieurs raisons. D'une part, la Russie est en mesure de réitérer des stratégies déployées dans les régions voisines – à travers le soutien discret et dissimulé apporté à des candidats pro-russes – afin d'affaiblir Pachinyan. D'autre part, le corridor lui-même reste très incertain. En l'absence de plans soigneusement élaborés et de soutien financier suffisant afin de relier l'Arménie aux marchés mondiaux et de générer des gains économiques tangibles, son exploitation servira

principalement les intérêts de Bakou en lui permettant de transporter à la fois des marchandises et des troupes. Cette dynamique donnerait non seulement à Moscou, et potentiellement à Téhéran, de nouvelles opportunités de mener des campagnes d'influence en Arménie, mais pourrait également encourager les personnalités pro-russes et les nationalistes radicaux à faire de ce passage un levier dans leurs relations avec l'Azerbaïdjan, c'est-à-dire en mettant l'accent sur son utilité stratégique et géopolitique plutôt que sur son potentiel économique.

Fractures politiques internes et défis institutionnels

Aujourd'hui, l'environnement politique en Arménie est marqué par une polarisation politique croissante, une réorganisation institutionnelle et le risque de troubles sociaux. De plus, le gouvernement a récemment pris des mesures significatives afin de désorganiser ou neutraliser les acteurs qu'il considère comme des obstacles à la réalisation de son programme politique. Cela s'est traduit par [l'arrestation](#) de députés de l'opposition et la détention de personnalités de premier plan appartenant aux sphères [religieuse](#) et [économique](#), telles que l'archevêque Bagrat Galstanyan et le milliardaire russo-arménien Samvel Karapetyan. Ces mesures ont [exacerbé](#) les tensions avec l'Église apostolique arménienne et ont donné du poids aux accusations de persécution politique formulées par les partis d'opposition.

La consolidation du pouvoir exécutif s'est également étendue au secteur de la sécurité, avec des [changements](#) à la tête de la police et la [nomination](#) de personnalités considérées comme politiquement alignées sur le parti au pouvoir. Si cela peut renforcer le contrôle à court terme du gouvernement sur certains points chauds potentiels, cela risque également de politiser les institutions qui seront chargées de préserver les aspects sensibles de l'accord de paix, notamment la gestion des frontières. Si les forces de sécurité en viennent à être perçues comme des instruments partisans, cela peut éroder la volonté des autorités et des communautés locales de collaborer avec elles, compromettant ainsi la coopération dans des domaines essentiels à la durabilité du traité.

Dans le même temps, les premières réactions au niveau national ont été teintées de scepticisme, avec des critiques prononcées par tous les horizons politiques et certains groupes d'intérêt liés à la diaspora. Alors que le gouvernement présente cet accord comme une mesure stabilisatrice susceptible de débloquer les investissements occidentaux et l'intégration régionale des infrastructures nationales, des détracteurs, tels que Tigran Abrahamian – député influent de l'opposition, appartenant à l'Alliance « J'ai l'honneur » (*Pativ unem dashink*, PUD) –, [affirment](#) que le mémorandum favorise l'Azerbaïdjan, n'offre aucun avantage tangible à l'Arménie et [néglige](#) les questions humanitaires, comme la libération des prisonniers. De même, les deux plus grands mouvements d'opposition au parlement, l'Alliance arménienne (*Hayastan dashink*, HD) et le Parti républicain d'Arménie (*Hayastani hanrapetakan kusaksutyun*, HHK), ont rejeté l'accord, le qualifiant de tentative de « légitimer [à la fois] le nettoyage ethnique » des Arméniens et les « procès truqués » de personnalités politiques et religieuses. Certains représentants de la diaspora, notamment l'Armenian National Committee of America, font [écho](#) à ces préoccupations.

Le test décisif de la réforme constitutionnelle

Le projet de réforme constitutionnelle de l'Arménie représente un défi déterminant. Le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev a explicitement [lié la signature du traité de paix](#) à une modification de la constitution arménienne, notamment la suppression des références à la [déclaration d'indépendance de l'Arménie de 1990](#) et à l'acte de réunification du Haut-Karabakh et de l'Arménie de 1989. Un référendum est nécessaire pour adopter une nouvelle constitution.

Le déroulement de ce processus permettra d'indiquer si l'accord de paix est viable. Un référendum réussi pourrait ouvrir la voie à une paix officielle et à la stabilité régionale. À l'inverse, des retards, des querelles politiques ou un rejet par l'opinion publique pourraient bloquer indéfiniment l'accord, durciraient les positions et risqueraient de raviver le conflit.

En vertu de la [loi arménienne](#), des amendements constitutionnels de cette ampleur ne peuvent être adoptés par le parlement seul. Ils nécessitent au contraire un processus en deux étapes : l'approbation d'un projet par une majorité qualifiée à l'Assemblée nationale, suivie d'une ratification par référendum national. Il est important de noter que le référendum est soumis à un seuil de participation et à une règle de majorité qualifiée, ce qui signifie que tout boycott organisé par les partis d'opposition ou la puissante Église apostolique arménienne pourrait invalider le processus. Ces multiples obstacles institutionnels transforment la demande d'Aliyev en l'un des processus les plus délicats sur le plan politique que l'Arménie ait vécus dans son histoire récente.

Les sceptiques pourraient arguer que l'obstacle constitutionnel est exagéré, puisque la Cour constitutionnelle arménienne a [précisé](#) que les traités priment sur toute législation antérieure et que la constitution ne fait pas explicitement référence au Karabakh. [Le mémorandum](#) signé à Washington stipule également qu'il prévaut sur le droit national. D'un point de vue strictement juridique, tout ceci est exact. Cependant, l'obstacle est bien plus politique que juridique. L'Azerbaïdjan a fait de la réforme constitutionnelle une condition préalable, Erevan s'est engagé sur le principe, mais cette exigence est très impopulaire

parmi les Arméniens. Ainsi, le référendum constituera un moment critique, non pas en raison des procédures ou des exigences juridiques, mais parce que la situation politique qui l'entoure déterminera si l'accord pourra durer.

Parallèlement, les risques politiques sont amplifiés par l'instabilité de la situation intérieure en Arménie. La popularité de Pachinyan [est en baisse](#), et l'[émergence](#) d'un nouveau bloc d'opposition dirigé par Samvel Karapetyan, actuellement emprisonné, a créé un point de ralliement potentiel pour les électeurs désabusés. Ce bloc pourrait se positionner afin de capter les nombreux électeurs indécis, qui se sentent à la fois éloignés du gouvernement et de l'opposition traditionnelle. Dans le même temps, les fréquentes protestations populaires, comme la récente [manifestation à Lori](#), illustrent la manière dont les revendications socio-économiques peuvent se conjuguer à la division politique. Pour de nombreux Arméniens, les pourparlers de paix menés sous l'égide des États-Unis sont déjà considérés comme une atteinte à la souveraineté et les opposants sont susceptibles de voir la modification constitutionnelle comme étant imposée, ce qui aggraverait la polarisation à l'approche des élections de 2026. Dans ce contexte, de simples revers procéduraux, tels qu'une faible participation ou une impasse au parlement, pourraient faire échouer le traité de paix et raviver la confrontation avec l'Azerbaïdjan.

Pourtant, certains observateurs pourraient affirmer que ces risques internes sont amplifiés. Après tout, Pachinyan [a largement remporté](#) les dernières élections, même après la défaite de 2020, et de nombreux Arméniens pourraient finalement considérer l'accord de paix comme une victoire politique. Cependant, les conditions actuelles sont nettement moins favorables au dirigeant arménien. Sa popularité [a chuté](#) en raison d'une conjonction de facteurs, notamment une forme d'usure du pouvoir, certaines mesures économiques impopulaires et un virage visible vers un style de gouvernance moins démocratique, comme en témoignent ses attaques erratiques contre des figures de l'opposition et de l'Église. De plus, ces acteurs-là [se positionnent](#) comme les défenseurs des droits des Arméniens et des prisonniers toujours détenus à Bakou, et présentent ainsi l'accord comme abandonnant ces causes. Pour cette raison, les vents contraires auxquels Pachinyan est confronté soufflent aujourd'hui beaucoup plus forts qu'au début des années 2020, ce qui rend l'union nationale bien plus difficile.

Et pourtant, Pachinyan pourrait bien réussir à faire passer ses réformes. Il a déjà démontré sa volonté de consolider la mainmise du pouvoir exécutif en restructurant le secteur de la sécurité, en marginalisant ses opposants et en affaiblissant les instances rivales. S'il maintient cette trajectoire, il pourrait surmonter les veto institutionnels et parvenir à un changement constitutionnel en faveur du traité de paix. Cependant, cette voie a un coût : l'érosion des contre-pouvoirs démocratiques, déjà imparfaits, en Arménie. Les Européens, en particulier, doivent donc s'attendre à un compromis difficile. Soutenir Pachinyan trop largement pourrait entraîner un recul démocratique, tandis que ne pas le soutenir risquerait de faire échouer le processus de paix et de voir émerger au pouvoir une faction pro-russe, une perspective que certains analystes ont qualifiée [d'Ivanishvili 2.0](#) (en référence à la situation en Géorgie, *ndlr*). En réalité, les décideurs politiques occidentaux devront trouver un équilibre entre leur objectif stratégique de garantir la stabilité du Caucase du Sud et leur engagement à long terme en faveur de la démocratie arménienne, une contrepartie qui deviendra inévitable à mesure que les réformes progresseront.

Un accord inégal auxquels s'ajoutent des risques extérieurs à l'Arménie

Malgré une attention largement portée sur les obstacles internes à l'Arménie, il serait toutefois trompeur d'attribuer toute la responsabilité de la fragilité de l'accord à Erevan. Bakou conserve la capacité de faire dérailler le processus. En effet, l'Azerbaïdjan a déjà imposé de nouvelles conditions et continue de renforcer ses capacités militaires. En outre, les États-Unis pourraient à un moment donné délaisser le Caucase, soit par manque d'intérêt, soit dans le cadre d'un accord stratégique plus large avec la Russie. Cependant, ces éventualités semblent peu probables. Si Washington avait simplement l'intention de « céder » la région à Moscou, il ne se serait pas autant investi dans la négociation du mémorandum. Pour sa part, Bakou a déjà obtenu des concessions importantes, notamment la reconnaissance par les États-Unis d'un corridor en l'absence d'un traité de paix et la perspective de la levée de la section 907 du [Freedom Support Act](#), qui restreint les ventes d'armes à l'Azerbaïdjan. Ces gains l'incitent fortement à consolider l'accord plutôt que de risquer de provoquer une nouvelle instabilité.

Toutefois, il est raisonnable d'affirmer que le mémorandum n'est pas équilibré. L'Arménie n'a obtenu ni l'ouverture des frontières avec la Turquie ni de nouveaux investissements substantiels au-delà des [promesses](#) déjà faites à la fin du mandat de l'administration Biden. Il est vrai que la réaffirmation de ces engagements par le président Trump pèse dans la balance, surtout compte tenu de l'imprévisibilité de son administration, mais cela ne change rien au fait que l'Arménie, contrairement à l'Azerbaïdjan, n'a obtenu aucune nouvelle garantie – financière, politique ou autre – à l'occasion de ce nouvel accord.

Une avancée fragile

Le mémorandum négocié par les États-Unis marque une avancée stratégique dans le Caucase du Sud, il promet de redessiner les alliances régionales et d'affaiblir l'influence russe. Une source majeure de risque pour la réussite de l'accord réside dans le paysage politique intérieur de l'Arménie, caractérisé par la polarisation, la méfiance institutionnelle et les discours controversés,

qui pourraient compliquer considérablement, voire compromettre totalement, sa mise en œuvre, parallèlement à d’autres facteurs tels que les ingérences extérieures et les développements géopolitiques plus larges, tant dans la région qu’ailleurs. Si certains soutiennent que le désengagement des États-Unis ou l’opportunisme azéri pourraient s’avérer tout aussi décisifs, le défi le plus immédiat et le plus imprévisible réside toujours dans la capacité de l’Arménie à gérer sa politique constitutionnelle et sa société polarisée. Les mois à venir, en particulier le processus de réforme constitutionnelle, permettront d’observer si l’Arménie parvient à surmonter ses obstacles domestiques ou si les divisions internes compromettront une opportunité historique pour la stabilité régionale. Les implications politiques et stratégiques pour les acteurs régionaux et internationaux sont claires : personne ne devrait considérer ce mémorandum comme le signe d’une affaire réglée.

Crédits photo : Service de presse du président de la République d’Azerbaïdjan *via* [Wikimedia Commons](#).

— • — — • • — • — • •

Nima Khorrami

Nima Khorrami est analyste chez [NSSG Global](#), chercheur associée à l’Arctic Institute à Washington, D.C., et ancien chercheur associé à l’Académie de l’OSCE à Bichkek.

Comment citer cette publication

Nima Khorrami, « L’accord de paix entre l’Azerbaïdjan et l’Arménie court le risque de mourir dans l’œuf », trad., *Le Rubicon*, vol. 5, 31 octobre 2025
[<https://lerubicon.org/laccord-de-paix-entre-lazerbaidjan-et-larmenie-court-le-risque-de-mourir-dans-loeuf/>].